



ÉDITO

Votez pour l'Europe sociale

Marque de ce XXI^{ème} siècle, beaucoup se joue désormais à l'échelle du globe, où seuls pèsent les grands États continents. Dans ce contexte, nous avons la chance de disposer de l'Union Européenne, première puissance économique du monde et démocratie dotée d'un modèle social. Sur le papier, les Européens devraient donc être à la pointe du combat pour la régulation mondiale. Dans les faits, il en est tout autrement. L'Union Européenne s'avère incapable de dépasser le simple stade d'un regroupement économique. Mais comment pourrait-elle être un moteur de régulation internationale alors qu'elle a tant de mal à le faire pour son propre marché intérieur ?

Arc-boutée sur une vision néo-libérale, la majorité politique qui gouverne l'Union Européenne s'entête dans l'austérité. Purge drastique des dépenses publiques, recul des services publics, affaiblissement de la protection sociale, baisse des salaires et des retraites, remise en cause des garanties collectives des salariés : les remèdes sont connus. Ils sont pires que le mal au regard des dégâts sociaux catastrophiques et des effets économiques récessifs auxquels ils aboutissent. Tout cela n'a rien à voir avec une malédiction.

Avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES), l'UNSA plaide résolument pour une nouvelle voie. Celle d'une Europe soudée autour d'un vaste plan d'investissements visant l'emploi et la croissance durable, celle d'une Europe se souciant de sa cohésion sociale, des droits de ses citoyens et de ses salariés, celle d'une Europe n'ignorant pas les besoins d'équilibre budgétaire mais développant des bases de mutualisation de la dette et d'harmonisation fiscale.

Cette orientation sociale pour l'Europe, les citoyens et salariés auront l'occasion de la promouvoir le 25 mai à travers l'élection du parlement européen. Avec la CES, l'UNSA appelle chacune et chacun à utiliser pleinement son droit de vote. Jamais en effet le parlement européen, seule instance élue directement par les quatre cents millions d'électeurs européens, n'aura eu autant de pouvoir. Pour la première fois, en application du traité de Lisbonne, c'est lui qui élira le président de la Commission européenne. C'est lui encore, avec les États membres, qui co-décidera de la quasi-totalité des politiques à mener, notamment à travers le vote du budget de l'Europe.

Ne vous privez pas de dire votre mot sur les orientations que vous voulez pour l'Europe ! Ne laissez surtout pas prospérer les tenants du repli nationaliste et xénophobe : la sortie de l'Euro et la fermeture des frontières qu'ils prônent entraîneraient une récession économique et une envolée des prix touchant de plein fouet les salariés et les plus en difficultés de nos concitoyens. ■



Luc Bérille
Secrétaire général